



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WASHINGTON WALL STREET WATCH

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

N° 2022-17 – le 28 avril 2022

SOMMAIRE

Conjoncture

- Le PIB recule au 1^{er} trimestre 2022
- Les prix immobiliers continuent de progresser

Politiques macroéconomiques

- Le *Treasury* élargit l'utilisation des fonds alloués aux dépenses liées au Covid-19

Services financiers

- Le CFPB expose ses priorités de travail et étend son autorité à la supervision des pratiques des fintechs
- Elon Musk conclut un accord pour racheter Twitter dans le cadre d'une opération à effet de levier

Brèves

CONJONCTURE

Le PIB recule au 1^{er} trimestre 2022

Le taux de croissance du PIB s'est établi à -0,4 % au 1^{er} trimestre 2022 selon l'[estimation](#) provisoire du *Bureau of Economic Analysis*, soit -1,4 % en rythme annualisé. Ce recul, qui n'était pas attendu par le marché (estimation à +1,0 % en rythme annualisé), est le premier depuis celui du début de la crise sanitaire, au 1^{er} trimestre 2020. Il s'explique principalement par le solde commercial (-0,8 point de contribution) et les variations de stocks (-0,2 point), qui sont compensés partiellement par la consommation (+0,5 point) et les investissements privés (+0,3 point).

Les prix immobiliers continuent de progresser

Selon l'agence fédérale de financement du logement (*Federal Housing Finance Agency*) l'[indice](#) des prix de l'immobilier a augmenté de +2,1 % au mois de février 2022 (contre +1,6 % en janvier) et de +19,4 % sur douze mois glissants (contre +18,3 %).

L'[indice](#) Case-Shiller publié par Standard & Poor's, qui porte sur les prix immobiliers des 20 plus grandes villes américaines, est en hausse de +20,2 % en février 2022 en glissement annuel, soit plus que les deux mois précédents (+18,9 % en janvier et +18,6 % en décembre 2021). Cette accélération est également observée au niveau national (+19,8 % en février après +19,1 % en janvier) et à celui des 10 plus grandes villes (+18,6 % après +17,3 %).

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le Treasury élargit l'utilisation des fonds alloués aux dépenses liées au Covid-19

Le Treasury a [annoncé](#) le 27 avril l'extension aux domaines de l'éducation et de la famille de l'utilisation des fonds destinés au redressement financier des États fédérés et des collectivités locales (*State and Local Fiscal Recovery Funds*) mis en place dans le cadre de l'*American Rescue Plan* en mars 2021. D'un montant total de 350 Md USD, ces fonds sont dédiés à compenser les pertes de recettes fiscales liées au Covid-19 et à assurer les dépenses médicales et de lutte contre la pandémie. Ils doivent être

engagés d'ici le 31 décembre 2024 et effectivement dépensés avant le 31 décembre 2026.

Ces fonds peuvent désormais être utilisés pour la rémunération et les avantages sociaux des enseignants, la construction de nouvelles écoles et infrastructures scolaires et le soutien à la garde d'enfants. Fin janvier 2022, le Treasury avait déjà [élargi](#) la liste des postes de dépenses autorisés pour l'utilisation de ces fonds, notamment aux infrastructures d'eau, d'assainissement et de haut-débit ainsi qu'à la rémunération des travailleurs exposés aux risques sanitaires.

SERVICES FINANCIERS

Le CFPB expose ses priorités de travail et étend son autorité à la supervision des pratiques des fintech

Le 25 avril, le bureau de protection des consommateurs en matière financière (*Consumer Financial Protection Bureau – CFPB*) a annoncé avoir [invoqué](#) une disposition du Dodd-Frank Act afin d'étendre sa compétence de supervision, jusqu'ici limitée aux banques et établissements de crédit, aux acteurs financiers non bancaires dont les pratiques pourraient générer des risques pour les consommateurs.

Les 26 et 27 avril, le directeur du CFPB, Rohit Chopra, était auditionné devant la commission bancaire du [Sénat](#) puis devant la commission de la [Chambre](#) sur les services financiers. Il a plusieurs fois souligné les défis posés par l'essor des grandes fintech, exposant sa préoccupation quant à la concentration du marché et souhaitant diminuer les barrières à l'entrée pour de nouveaux acteurs. Le CFPB s'inquiète en outre de la collection et de l'usage qui sont faits des données financières des consommateurs et a [transmis](#) à ce titre des demandes d'informations à plusieurs grandes entreprises technologiques (notamment Google, Facebook, Amazon, Apple, PayPal et Block). Le CFPB souhaite par ailleurs renforcer les poursuites et les sanctions à l'encontre des entreprises qui se rendent

coupables de pratiques abusives. Enfin, il entend accroître la transparence de son action et de ses attentes, en augmentant significativement ses publications, directives ou communiqués.

Interrogé sur le sujet des frais abusifs (*junk fees*), sur lesquels le CFPB mène une [consultation](#), R. Chopra a suggéré que son bureau pourrait modifier les règles existantes en matière de frais de carte de crédit, s'agissant notamment des frais de retard.

Elon Musk conclut un accord pour racheter Twitter dans le cadre d'une opération à effet de levier

Le 25 avril, le conseil d'administration de Twitter a [approuvé](#) à l'unanimité une proposition d'acquisition de Twitter par Elon Musk, pour un montant de 44 Md USD. Cette acquisition conduirait au retrait de la cotation de Twitter du New York Stock Exchange (NYSE), Twitter devenant une société non-cotée. Les actionnaires de Twitter recevraient 54,20 USD par action, soit une prime de +38 % par rapport à la cotation du 1^{er} avril 2022, date à laquelle E. Musk a annoncé avoir acquis 9 % du capital de Twitter. L'acquisition devra être approuvée par les actionnaires de Twitter et par les autorités de concurrence américaines et européennes.

L'acquisition est [financée](#) dans le cadre d'une opération à effet de levier, reposant en partie sur la mise en garantie d'actions Tesla. Le plan de financement, d'un montant total de 46,5 Md USD repose sur trois instruments : (i) un apport direct en fonds propres d'E. Musk, à hauteur de 21 Md USD, (ii) une ligne de crédit de 12,5 Md USD garantie par des actions Tesla appartenant à E. Musk et (iii) un ensemble de prêts octroyés par plusieurs banques, dont

principalement Bank of America, Morgan Stanley et Barclays, pour 13 Md USD. Les banques françaises BNP Paribas et Société Générale participent à hauteur de respectivement 1,4 Md USD et 875 M USD.

L'acquisition entraînerait un endettement de Twitter équivalent à 8,6 fois ses bénéfices de 2021. L'agence S&P Global a [assorti](#) la notation de crédit de Twitter d'une perspective négative.

BREVES

- Le 26 avril, le Sénat a [confirmé](#) (52-43) la nomination de Lael Brainard, gouverneure de la Fed, au poste de vice-présidente de la Fed, vacant depuis la démission de Richard Clarida le 14 janvier 2022.
- Le 26 avril, les sénateurs Elizabeth Warren (D-Massachusetts) et Robert Menendez (D-New Jersey) ont [adressé](#) une lettre à la société mère du service de paiement et de transfert Zelle. Ils s'inquiètent de l'existence de fraudes à très large échelle, qui auraient touché près de 18 millions d'Américains, et demandent à l'entreprise de détailler les fraudes qu'elle a constatées et les procédures qu'elle met en place pour lutter contre elles.
- Le 26 avril, les sénateurs Jeanne Shaheen (D-New Hampshire) et Rick Scott (R- Floride) ont [déposé](#) une proposition de loi visant à accroître la transparence des investissements américains en Chine. En particulier, ce *Protecting American Capital Act* exigerait du Trésor qu'il dresse un rapport annuel sur l'exposition financière des États-Unis à l'économie chinoise.
- Le 22 avril, 6 associations professionnelles du secteur bancaire ont [adressé](#) à la Fed un commentaire commun en réaction à sa [proposition](#) du 1^{er} mars de mise à jour des règles de traitement des demandes d'accès des établissements financiers à des comptes auprès de la Fed. Ils avancent que cette proposition n'est pas suffisamment claire sur le processus d'évaluation des demandes ni sur les conditions de supervision des établissements qui obtiendraient cet accès et qui ne sont pas déjà soumis à une régulation prudentielle. Ils recommandent que le conseil des gouverneurs de la Fed soit l'instance de décision d'octroi d'accès, alors qu'il s'agit aujourd'hui des Fed régionales.
- Gary Gensler, président de la *Securities and Exchange Commission* (SEC), le régulateur des marchés financiers, a prononcé le 26 avril un [discours](#) consacré au marché obligataire. Il a notamment préconisé de raccourcir le délai de déclaration des transactions à la *Financial Industry Regulatory Authority* (FINRA), un organisme d'autorégulation des marchés financiers, à 1 minute (contre 15 minutes aujourd'hui) afin d'améliorer la transparence du marché. Il a aussi suggéré d'inclure dans ces déclarations les transactions portant sur des titres de dette souveraine non-américaine, qui en sont aujourd'hui exclus.
- Fidelity, 3^{ème} gestionnaire d'actifs des États-Unis par le volume des encours gérés (4 500 Md USD d'actifs sous gestion), a [annoncé](#) cette semaine qu'il ouvrirait la possibilité d'investir dans des crypto-actifs dans ses plans d'épargne retraite professionnels (401 (k)), sous réserve de l'accord de l'employeur. Fidelity gère les plans d'épargne retraite professionnels de plus de 25 000 entreprises. En mars, le *Department of Labor* (DoL), régulateur des plans d'épargne retraite professionnels, avait [appelé](#) les gestionnaires à la plus grande prudence avant d'ouvrir cette possibilité.
- Dans un [discours](#) du 27 avril, Michael Hsu, directeur par intérim de l'*Office of the*

- Comptroller of the Currency* (OCC), le régulateur des *national banks*, a appelé les acteurs de place à définir des standards permettant d'assurer l'accessibilité et l'interopérabilité des stablecoins, crypto-actifs visant à être stables par rapport à un actif de référence. L'OCC a par ailleurs **sanctionné** la banque Anchorage Digital Bank, spécialisée dans les services liés aux crypto-actifs, pour les insuffisances de son dispositifs de lutte anti-blanchiment.
- Dans une **intervention** du 27 avril, Patrick McHenry, chef de file des républicains à la commission des services financiers de la Chambre des représentants, a plaidé pour confier la régulation des crypto-actifs, à l'exception des stablecoins, à un nouveau régulateur, et non aux régulateurs financiers existants.
 - Le 28 avril, la Maison-Blanche a **demandé** au Congrès une aide supplémentaire de 33 Md USD pour l'Ukraine, dont 20,4 Md USD pour l'assistance militaire (système de défense, lutte contre les attaques cyber, déminage...), 8,5 Md USD pour le soutien économique (reconstruction, aide aux agriculteurs, lutte contre la « propagande russe»...) et 3Md USD pour l'aide humanitaire (alimentation, logement...). Par ailleurs, le paquet prévoit 0,5 Md USD pour les agriculteurs américains affectés par la hausse des coûts liée à la guerre en Ukraine.
 - La SEC a **annoncé** le 27 avril qu'elle engageait des poursuites à l'encontre du *family office* Archegos, qui a fait faillite en mars 2021. Elle accuse Archegos et ses dirigeants d'avoir mis en place un dispositif visant à manipuler les prix de plusieurs actions. La *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC), régulateur des marchés de dérivés, et le procureur général de l'État de New York ont également engagé des poursuites contre Archegos.
 - Le 28 avril, la commission des services financiers de la Chambre des représentants a **auditionné** Him Das, directeur par intérim du *Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN), l'agence chargée, au sein du *Treasury*, de la lutte contre la criminalité financière. Celui-ci a détaillé les priorités de l'agence, notamment la mise en place du registre des bénéficiaires effectifs, ainsi que, plus récemment, la lutte contre le contournement des sanctions imposées à la Russie. Il a aussi sollicité une augmentation des moyens alloués à l'agence. Les parlementaires ont salué les travaux de l'agence, mais les représentants républicains ont critiqué ses modalités de mise en œuvre. Ils reprochent au FinCEN d'imposer des contraintes excessives et coûteuses aux entreprises et de ne pas assez cibler son action sur les entités représentant des menaces pour les États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev
Revu par : May Gicquel
Pour s'abonner : afws@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : @Pexels